



S021-MO TEL MOB

Syndicat Mixte « Gers Numérique »

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

OBJET DU MARCHE : Marché de Maîtrise d'Œuvre pour la réalisation de travaux de conception, construction et aménagement de sites de téléphonie mobile

Cahier des Clauses Particulères (CCP)

Etabli en application des dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée (loi MOP) et du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'oeuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

La procédure utilisée est la suivante : **Procédure adaptée** en application de l'article 27 du Code du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Lu et Approuvé par le Candidat à, le

Nom de la personne habilitée à engager le candidat :

Signature et cachet

SOMMAIRE

PARTIE I CONDITIONS ADMINISTRATIVES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	3
Article 1 - Objet du marché	3
1-1 Objet	3
1-2 Consistance des prestations	3
1-3 Dévolution du marché	3
Article 2 - Documents contractuels	3
Article 3 - Obligations des parties	3
3-1 Obligations du titulaire	3
3-2 Obligations du titulaire en matière d'assurance	4
3-2.1 Assurance de Responsabilité civile professionnelle.....	4
3-2.2 Assurance de Responsabilité civile décennale	4
3-3 Obligations du Syndicat Gers Numérique	4
3-4 Autres intervenants	4
Article 4 - Modalités de détermination des prix.....	5
4-1 Répartition des paiements	5
4-2 Contenu des prix	5
4-3 Prix de règlement	5
Article 5 - Modalités de règlement.....	5
5-1 Généralités.....	5
5-2 Avances	5
5-3 Modalités de versement des acomptes.....	5
5-4 Echancier de paiement des acomptes	6
5-5 Présentation des factures	6
Article 6 - Opérations de vérification et d'admission	6
Article 7 – Utilisation des résultats	6
Article 8 - Pénalités.....	6
8-1 Pénalités pour non-respect du délai contractuel	6
8-2 Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion sociale	6
8-3 Prime pour réalisation anticipée des prestations	6
Article 9 - Résiliation.....	7
Article 10 - Dérogations aux documents généraux.....	7
PARTIE II CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
Article 11 – Contexte de la prestation	8
Article 12 – Conditions de réalisation de la prestation	9
12-1 Contenu de la prestation.....	9
12-2 Remise des documents	9
12-3 Détails des missions	10
A. Mission ESQ	10
B. Mission AVP	10
C. Mission VISA	10
D. Ordonnancement, Pilotage et coordination du Chantier	10
E. Direction de l'Exécution du marché de Travaux.....	11
F. Assistance lors des Opérations de Réception et pendant la période de Garantie de parfait achèvement	11
Article 13 – Annexes du CCP	12

PARTIE I CONDITIONS ADMINISTRATIVES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 1 - Objet du marché

1-1 Objet

Le marché a pour objet la Maîtrise d'Œuvre pour la réalisation de travaux de conception, construction et aménagement de sites de téléphonie mobile, dans le Gers.

1-2 Consistance des prestations

Le titulaire du marché réalise les missions de maîtrise d'œuvre ESQ, AVP, VISA, DET, OPC, AOR nécessaires à la réalisation des travaux.

1-3 Dévolution du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire, à bons de commande, à prix forfaitaire par site, sans montant minimum ni maximum. Un Ordre de Service sera notifié au titulaire pour l'engagement de la mission de maîtrise d'œuvre pour chacun des sites.

La durée du marché est de trois ans, renouvelable une fois pour une période de 1 an.

Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- Pièces contractuelles particulières :

- L'acte d'engagement,
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes
- Une note méthodologique du candidat, faisant apparaître un planning détaillé de l'opération et les échéances liées au phasage et aux nécessités administratives de l'opération.
- Le bordereau de décomposition du prix unitaire

- Pièces contractuelles générales :

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, option A.

Article 3 - Obligations des parties

3-1 Obligations du titulaire

Les prestations se déroulent conformément aux dispositions de la partie II du présent document.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Si, pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai le Syndicat Gers Numérique.

Le titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ni altérée.

A cet effet, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer sans délai le nom, les titres, qualifications, références. Dans tous les cas, le Syndicat Gers Numérique se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

3-2 Obligations du titulaire en matière d'assurance

3-2.1 Assurance de Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire unique du contrat de maîtrise d'oeuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'oeuvre.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement : sinistre en RC Exploitation et RC Professionnelle.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat de maîtrise d'oeuvre ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

3-2.2 Assurance de Responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique du contrat de maîtrise d'oeuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du maître d'oeuvre.

Les maîtres d'oeuvre seront tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

3-3 Obligations du Syndicat Gers Numérique

De son côté, le Syndicat Gers Numérique désigne, lors de la notification, une personne responsable du projet, interlocuteur privilégié du titulaire. Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au titulaire.

3-4 Autres intervenants

- Le titulaire du marché de travaux du lot n°1 " Conception, Construction, Aménagement et équipement des sites"
- Le titulaire du marché de travaux du lot n°2 « Conception et construction de pylônes ou pylônets, destinés à accueillir des supports d'équipements de télécommunications mobiles »
- Le coordonnateur SPS
- Le cabinet d'études géotechniques : ECR ENVIRONNEMENT SUD OUEST Agence de Toulouse
ZA de Longuetterre – 6 Allée de Longuetterre - 31850 MONTRABE Siret : 504 457 821 00040
(mission de type G1ES, G1PGC, G2AVP, G2PRO et G4)

Article 4 - Modalités de détermination des prix

4-1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire
- à l'entrepreneur mandataire et à ses co-traitants

4-2 Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application des prix figurant à l'article B1 de l'Acte d'Engagement, dûment complété par le titulaire.

Les prix comprennent les prestations définies à l'article 12 du présent document. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations relatives au présent marché fonction de la complexité de l'étude, y compris les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement des consultants.

4-3 Prix de règlement

Les prix sont révisables tous les trimestres suivant les modalités ci-après.

L'index de référence retenu est : ING ingénierie, Identifiant INSEE 001711010

La révision des prix se fera à partir de la formule suivante :

$P = P_o * I_n / I_o$ où

P est le prix de règlement

P_o est le prix de base

I_o : valeur de l'index du mois d'établissement des prix, appelé « mois zéro » et correspondant au mois de remise des offres

I_n : valeur de l'index connu au premier jour de chaque trimestre (1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre)

Article 5 - Modalités de règlement

5-1 Généralités

Le paiement des prestations sera déclenché dès validation du service fait par le Pouvoir adjudicateur.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans le délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou du service fait. Tout retard de paiement dans le délai fixé donnera lieu au paiement d'intérêts moratoires dont le taux est celui fixé par la réglementation en vigueur.

Dans le cas de sous-traitance des marchés de services, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant son accord ou son refus pour la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

5-2 Avances

Sans objet

5-3 Modalités de versement des acomptes

Les dispositions de l'article 114 du décret n°2016-360 relatif aux acomptes s'appliquent.

5-4 Echancier de paiement des acomptes

Etudes ESQ 80 % à la remise du dossier
 20 % après approbation

Etude AVP 80 % à la remise du dossier
 20 % après approbation

Visa (VISA) 100 % proportionnellement à l'avancement des travaux

Direction de l'exécution des travaux (DET)
 80 % proportionnellement à l'avancement des travaux
 10 % à la remise du registre de chantier lors des OPR
 10 % à la remise du décompte général des travaux

Assistance aux opérations de réception
 25 % à la réception et pendant la période garantie de parfait achèvement
 25 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés
 25 % à la levée de la dernière réserve
 25 % à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement

5-5 Présentation des factures

Les factures afférentes au marché sont établies en 1 original portant outre les mentions obligatoires.

Les factures seront adressées par voie postale, à l'adresse suivante :

Syndicat Gers Numérique
81 Route de Pessan
BP 50546
32021 AUCH Cedex 9

Ou via la plateforme CHORUS, N° de Siret 200 039 279 00027

Article 6 - Opérations de vérification et d'admission

Les opérations de vérification et d'admission seront effectuées par le Syndicat Gers Numérique dans les conditions prévues aux articles 26 et 27 du CCAG-PI.

Article 7 – Utilisation des résultats

Les dispositions de l'option A du CCAG-PI sont applicables.

Article 8 - Pénalités

8-1 Pénalités pour non-respect du délai contractuel

Les dispositions de l'article 14 du CCAG PI s'appliquent.

8-2 Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion sociale

Sans objet.

8-3 Prime pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

Article 9 - Résiliation

Les clauses applicables au présent marché sont celles définies aux CCAG/PI, aux articles 29 à 36.

Dans le cas où une résiliation pour faute du titulaire interviendrait, et conformément à l'article 36 du CCAG applicable, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder l'exécution des prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Il est fait dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG PI. La notification du marché n'entraîne pas l'envoi au titulaire de l'exemplaire unique permettant la cession ou nantissement du marché. Il appartient au titulaire d'effectuer une demande en ce sens.

PARTIE II CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 11 – Contexte de la prestation

Le Syndicat Gers Numérique a lancé une consultation concernant la conception, la réalisation et l'aménagement de sites de télécommunications mobiles dans le Gers.

Nombre de sites envisagés : 1 en 2017, 1 à 2 par an par la suite, selon les instructions des services de l'Etat dans le cadre du projet «Couverture des sites prioritaires».

Le marché de travaux se décompose de la façon suivante :

- LOT N° 1 : Conception, Construction, Aménagement et équipement des sites d'implantation des supports de télécommunication
- LOT N°2 : Conception et construction de pylônes ou pylônets, destinés à accueillir des supports d'équipements de télécommunications mobiles

Ils sont traités par marchés séparés. Toutefois, un même prestataire peut répondre à 1 ou 2 lots.

Le marché de travaux se décompose en deux lots :

LOT N° 1 : Conception, Construction, Aménagement et équipement des sites d'implantation des supports de télécommunication

- La préparation, la coordination et la planification de son intervention et celle du lot n°2.
- Les études d'exécution dans leur ensemble (APD, EXE, DOE),
- Le pilotage de l'ensemble de l'opération avec le titulaire du lot 2 et les opérateurs.
- Les travaux de génie civil nécessaire à l'aménagement du site, des fondations de pylône, de dalle pour les opérateurs, de clôture du site,
- La réalisation des travaux de réseaux divers privatifs et ou en domaine public (alimentation électrique, éclairage, paratonnerre, balisage...).
- Les voies d'accès au site ou de stationnement,
- Les aménagements de sites existants pour les opérateurs,
- Les mises en sécurité des sites,
- Les aménagements en végétation des sites.

LOT N°2 : Conception et construction de pylônes ou pylônets, destinés à accueillir des supports d'équipements de télécommunications mobiles

- Les études d'exécution du pylône ou pylônet
- La préparation, la coordination et la planification de son intervention et celle du lot n°1.
- Les installations de chantier.
- La supervision des fondations.
- Les fournitures et poses des pylônes et support d'antennes et de leurs équipements.
- La protection contre la foudre.

Le site de L'Isle de Noé a déjà été retenu et validé par les services de l'Etat, dans le cadre du programme de résorption des zones blanches.

La plateforme France Mobile permet d'identifier les secteurs gersois déficients en couverture mobile. Les services de l'Etat instruisent chaque demande selon des critères préétablis et sélectionnent les sites pouvant bénéficier d'un investissement public, dans le cadre de l'appel à projet «Couverture des sites prioritaires». <http://www.francethd.fr/mobile/plateforme-francemobile.php>

En 2017, le site de L'Isle de Noé sera construit. Par la suite, selon les instructions de l'Etat, 1 à 2 sites pourront être envisagés.

Pour mener à bien la réalisation du projet, le Syndicat Gers Numérique souhaite recourir à un marché de maîtrise d'œuvre. Le présent cahier des charges a pour objet de définir le contenu des missions qui reviendront au titulaire de ce marché.

Article 12 – Conditions de réalisation de la prestation

12-1 Contenu de la prestation

Pour mener à bien la réalisation de l'opération, le titulaire du marché sera en charge des éléments de mission de maîtrise d'œuvre suivants :

- **ESQ** Etude d'Esquisse
 - l'assistance au maître d'ouvrage pour la recherche d'un terrain ou d'un point haut existant, susceptible d'accueillir un support de télécommunication
 - la recherche et les déplacements sur le terrain
 - Contrôle et validation de la faisabilité du projet
- **AVP** Etude d'Avant-Projet
 - Proposer les dispositions techniques à envisager, le calendrier, une estimation financière
- **VISA** Examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par l'entrepreneur et visa par le maître d'œuvre
 - Vérification des études APS fournis par l'entrepreneur
 - Vérification des études et plans d'exécution fournis par l'entrepreneur
 - Contrôle des notes de calcul
 - Remise au Maître d'Ouvrage des documents contractuels signés par l'entrepreneur
- **OPC** Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier
 - Procédure d'animation du chantier
 - Organisation des réunions de chantier
- **DET** Direction de l'exécution des contrats de travaux
 - Suivi du chantier en accord avec les prescriptions des pièces contractuelles du marché de travaux antérieurement validé
 - Délivrance de tous les ordres de service et bon de commande nécessaires, après avis du Maître d'Ouvrage
- **AOR** Assistance au Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période du parfait achèvement
 - Procédure de réception de chantier
 - Validation des DOE et DIUO

12-2 Remise des documents

Tous les documents remis par le titulaire seront sous format papier en un exemplaire et sous forme informatique reproductible (fichier word, dwg ou pdf).

12-3 Détails des missions

A. Mission ESQ

Les études d'esquisse ont pour objet :

- a) De proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble, traduisant les éléments majeurs du programme, d'en indiquer les délais de réalisation et d'examiner leur compatibilité avec la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître de l'ouvrage et affectée aux travaux ;
- b) De vérifier la faisabilité de l'opération au regard des différentes contraintes du programme et du site, en vue de valider un site définitif pour réaliser l'implantation des équipements de télécommunication ;
- c) Faire un état des lieux du site :
 - Identifier avec précision le propriétaire (nom, adresse, coordonnées, représentant, décideur),
 - Collecter les contraintes d'urbanisme (PLU le cas échéant, RNU, ...) et ses servitudes auprès des subdivisions de la DDE,
 - Obtenir auprès du cadastre (impôts fonciers, mairie ou DDE) un extrait du tableau d'assemblage, un extrait du plan parcellaire et un extrait de matrice,
 - Analyser l'ensemble des éléments recueillis ci-dessus,
 - Rencontrer le propriétaire afin de lui présenter le projet,
 - Recueillir l'accord du propriétaire pour les visites techniques,
 - Récupérer les éventuels plans du bâtiment,
 - Reportage photo.

NB : le cabinet d'études géotechniques s'occupe du bornage du terrain.

B. Mission AVP

Le marché de travaux étant un marché de Conception/Réalisation, le titulaire n'effectuera que les études d'Avant-Projet Sommaire. Les études d'Avant-Projet Définitif seront à la charge du titulaire du marché de travaux (lot 1).

Les études d'avant-projet sommaire (APS) ont pour objet :

- De préciser la composition générale en plan et en volume ;
- De proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ;
- De préciser le calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en phases fonctionnelles ;
- De réaliser une estimation sommaire du coût d'aménagement du site (y compris sa desserte par les réseaux EDF, FT et chemin d'accès) ;

La consultation des riverains est réputée incluse dans cet élément de mission.

C. Mission VISA

Pour l'application de l'article 29.1 du CCAG Travaux, le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours pour notifier son visa à l'entrepreneur.

Un contrôle des toutes les études réalisées par le titulaire des lots 1 et 2 du marché de travaux est à effectuer : APD, EXE, DICT, tout contrôle nécessaire à l'opération.

D. Ordonnancement, Pilotage et coordination du Chantier

A ce titre, le maître d'œuvre devra animer les réunions de chantier bi-mensuelles et rédiger le compte-rendu de chacune d'entre elles avec transmission à tous les participants à l'opération et convocation des entreprises pour ces réunions.

Délai de transmission du compte rendu : 5 jours ouvrables après la réunion.

E. Direction de l'Exécution du marché de Travaux

La direction de l'exécution des travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par l' (ou les) entrepreneur(s), en application du (ou des) marché(s) de travaux, sont conformes au(x) dit(s) marché(s) et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- s'assurer que les plans de synthèse respectent les études effectuées, ce, quel que soit le mode de dévolution des marchés de travaux ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des marchés de travaux ;
- délivrer tous ordres de service, et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des marchés de travaux, ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- informer systématiquement le Maître d'Ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
- donner un avis au Maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le Maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de la ou des entreprises ;
- veiller au respect du montant des marchés. Si des travaux supplémentaires devaient survenir, le Maître d'œuvre recherchera des moins-values permettant de les compenser ;
- examen et avis sur les propositions de sous-traitance des entreprises.

En outre, le Maître d'œuvre fait remettre par les entrepreneurs toutes les pièces prévues à l'article 28 du CCAG travaux. Il établit avec eux le calendrier d'exécution au moment de la Visite d'inspection Commune et dirige la mise au point de ces documents. Le calendrier d'exécution doit être revêtu d'une mention d'approbation par chacun des entrepreneurs et visé par le Maître d'œuvre.

Pour exercer la mission DET, des visites de chantier auront lieu à la diligence du Maître d'œuvre et en accord avec le Maître d'ouvrage qui y sera représenté au moins à la périodicité suivante : une réunion par quinzaine et aussi inopinément que de besoin.

Le Maître d'œuvre sera personnellement présent chaque fois que les décisions à prendre le nécessiteront.

Le Maître d'œuvre est tenu d'assister à toutes les réunions de chantier.

Il tiendra un journal de chantier où seront consignées ses visites et constatations, ainsi que celle de tous les intéressés. Sur ce journal, sont également répertoriés tous les ordres de service qu'il aura donnés et mentionnés tous les événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux, tels ceux relatifs aux conditions climatiques.

Ce journal deviendra la propriété du Maître d'ouvrage à qui il sera remis en fin de chantier.

F. Assistance lors des Opérations de Réception et pendant la période de Garantie de parfait achèvement

L'assistance apportée au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux en liaison avec les organismes de contrôle éventuels ;
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le Maître d'ouvrage ;
- de contrôler le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage remis par l'entrepreneur (lot n°1 du marché de travaux), des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;
- d'assurer le suivi de la réparation des désordres signalés pendant le délai de garantie de parfait achèvement.

Les obligations du Maître d'œuvre relatives à la réception des travaux sont définies aux articles 41 à 43 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

Les obligations du Maître d'œuvre relatives à la garantie de parfait achèvement sont définies à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux et aux articles 2.12 du CCTP du lot 1 et 2.11 du CCTP du lot 2.

Il lui appartient de collecter et de vérifier les documents fournis après exécution par les Entrepreneurs (et notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution) en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Article 13 – Annexes du CCP

- Annexe 1 Le dossier technique du premier site défini : Isle de Noé
- Annexe 2 Le CCTP des deux lots du marché de conception/réalisation
- Annexe 3 Le tableau de répartition des missions entre intervenants
